

# La viabilité du secteur agricole menacée en l'absence de politique globale forte

© 31/03/2021 | 👤 Delphine Jeanne • 📰 Terre-net Média

**Si la trajectoire de décarbonation du secteur agricole français ne s'accompagne pas d'une réflexion politique plus large, notamment sur l'organisation des marchés, le risque est grand d'assister à une accélération de la disparition des exploitations et des emplois, alerte l'Iddri. Dans une étude publiée fin mars, l'institut liste les conditions socio-politiques indispensables à une transition alimentaire juste.**

**E**n se basant sur les objectifs et la trajectoire de décarbonation du secteur agricole (stratégie nationale bas-carbone), l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) a développé deux scénarios pour évaluer les impacts sur le secteur agricole, et **définir les contours d'une « transition juste »**.

*Cliquez sur la vidéo pour regarder le webinaire de présentation de l'étude.*

## Approche centrée sur le climat : des pertes d'emplois conséquentes

En effet, une approche centrée uniquement sur les résultats et sur l'enjeu climatique pourrait avoir des conséquences négatives importantes sur la production agricole française. Ainsi, le premier scénario, qui considère l'enjeu climatique comme dominant, montre qu'un accompagnement de l'offre agricole sans intervention notable sur les marchés ou sur la demande accroît la polarisation du système alimentaire, avec des marchés de niche vertueux mais peu accessibles, parallèlement à des modes de production basés sur une logique de compétitivité prix.

« Il en résulte **une poursuite des dynamiques de concentration du côté de l'offre pour favoriser les gains d'efficacité et réduire les coûts de production**. Du côté de la demande, la tendance à la réduction de la consommation de viande se poursuit, mais de manière très inégale au sein de la population ; la consommation de produits très transformés et sans liens directs à leur origine agricole se maintient, voire augmente », estime l'Iddri.

Au final, cette dynamique entrainerait **une perte d'emplois agricoles de 10 %** « du fait d'une poursuite des logiques de concentration et d'un accroissement de l'intensité capitalistique des fermes ». Le risque de perte de revenu pour les agriculteurs serait augmenté notamment par l'absence de compensation et l'accroissement du niveau de dette. Les pertes d'emplois dans l'industrie agroalimentaire atteindraient 12 %.

## Un accompagnement de la production, la consommation et des marchés

Dans le deuxième scénario, l'hypothèse est celle **d'évolutions ambitieuses au niveau de la production comme de la consommation**, avec une demande qui évolue vers plus de produits du terroir, de saison, moins transformés, parallèlement à une diminution de la consommation de protéines animales. « Le maillon agricole est encouragé dans des logiques de déspecialisation relative qui permettent également de ralentir le rythme de concentration et de rediversifier les systèmes agricoles comme les paysages », et « l'intensité en emploi des productions y est plus importante car moins standardisée et plus en lien avec la production agricole », explique l'Iddri.

A lire aussi >> [Etude Iddri sur la HVE : une certification qui ne permettra pas la transition agroécologique](#)

Ce chemin s'avérerait plus juste pour la production agricole, avec **une hausse potentielle de 10 % des emplois avec un revenu maintenu** « sans contraintes majeures pour les niveaux de subvention ou les prix payés au producteur », l'emploi agroalimentaire progresserait quant à lui de 7 %. Le coût moyen de l'alimentation pourrait augmenter.

## Les conditions politiques de la réussite

Une approche uniquement centrée sur la production serait donc insuffisante pour réussir une transition juste. Du côté de la demande, le budget limité d'une partie de la population obligerait à « **des interventions substantielles pour accompagner des changements de pratiques** et rendre accessible une alimentation saine et durable », précise l'Iddri. En ce qui concerne le volet agricole, « la réforme en cours de la politique agricole commune devra permettre de **faire converger les visions des États membres sur le niveau agricole via un mécanisme de redevabilité des plans stratégiques nationaux** organisé au niveau du Conseil ; elle devra cependant pour être véritablement effective s'accompagner de **cibles contraignantes pour les États** – une option jusqu'ici refusée par le Conseil comme par le Parlement », regrette l'institut.

Retrouvez [notre synthèse sur la future Pac : le point sur les avancées de la réforme fin 2020](#)

Enfin, l'enjeu est fort également sur le plan de l'organisation des marchés, puisqu'il faut d'une part **faire converger les visions des différents États en matière de trajectoire de décarbonation** du système alimentaire, et d'autre part, **harmoniser les conditions de production avec les producteurs non européens** ou, à défaut, de protéger au moins temporairement le marché européen afin d'éviter des « fuites de carbone » ou de limiter le potentiel de développement de filières cruciales pour la transition, indique l'Iddri.

L'étude présentée à l'occasion de ce webinaire est disponible ici ??<https://t.co/yZRseLZKo5>

— *IDDRI (@IDDRI\_ThinkTank)* *March 25, 2021*